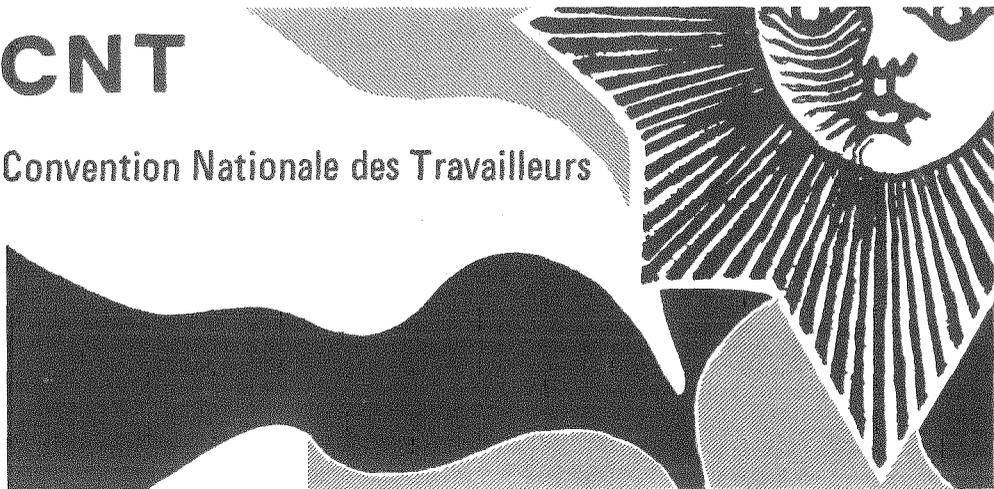


CNT

Convention Nationale des Travailleurs



**LA C.N.T.
URUGUAYENNE
ET SA LUTTE HEROIQUE
CONTRE LA
DICTATURE FASCISTE**

LA C.N.T. URUGUAYENNE ET SA LUTTE HEROIQUE CONTRE LA DICTATURE FASCISTE

Fin 1976, la Convention Nationale des Travailleurs Uruguayens (C.N.T.) a fêté son 10ème anniversaire.

Le Congrès d'Unification Syndicale avait été précédé, dans le mouvement ouvrier, d'un très riche débat qui portait sur la Déclaration de Principes, les Statuts et le Programme. Ce Congrès prenait fin le 1er octobre 1966, après la création de la C.N.T., Centrale Syndicale unique pour la lutte de classes.

Elle allait regrouper la quasi totalité des syndicats uruguayens, et en peu d'années les 93% des travailleurs organisés du pays.

L'importance de la représentativité de la C.N.T. n'est pas discutable. Des salariés agricoles aux ouvriers de l'industrie et des transports, des fonctionnaires et ouvriers employés par l'État jusqu'aux enseignants, doyens et personnels administratifs de l'Université, même les instituteurs, tous sont affiliés à la Centrale et représentés dans ses organes de direction.

Le Congrès d'Unification a été l'aboutissement d'une politique d'unité d'action menée de façon tenace pendant plusieurs années. Elle a été le pilier de la construction de l'unité totale du mouvement syndical. Si l'on regarde en arrière, les luttes de la classe ouvrière ont précédé de plus de 80 ans la création de la C.N.T. : les grandes grèves, avec des victoires et des échecs, les martyrs du mouvement ouvrier, les conquêtes économiques et sociales, les actions toujours solidaires au

niveau international, l'élaboration progressive des bases de la lutte de classe sur lesquelles la C.N.T. repose aujourd'hui.

Ces 10 années n'ont pas été faciles. Peu de temps après sa fondation, la C.N.T. a dû affronter la violence répressive des classes dominantes.

En 1968, elle a connu « les mesures rapides de sécurité », qui ont favorisé une répression sévère, avec la fermeture des locaux syndicaux, les licenciements, l'arrestation des dirigeants, la « militarisation » de syndicats entiers, etc...

Cette violence répressive avait pour but de poursuivre la politique économique de l'oligarchie et du capital financier incrustés dans les ministères-clés qui s'étaient engagés à appliquer jusqu'au bout les directives colonisatrices de l'impérialisme nord-américain et de ses appareils économiques, tel le FMI, etc...

Cette politique s'est heurtée à un obstacle de taille : la C.N.T., les organisations populaires, et au niveau politique, les mouvements qui expliquaient les aspirations de progrès social et l'expérience des luttes de la classe ouvrière et du peuple.

Ce n'est pas par hasard que l'année 1967 a marqué une avancée sur le plan des salaires. C'est l'année de la C.N.T. ; de l'essor de la lutte syndicale ; du développement de l'unité ; pour le secteur privé, cette année ouvre le pas aux discussions semestrielles des conventions collectives, et dans le secteur public aux réajustements semestriels des revenus.

En 1970 et 1971, l'action syndicale a mis obstacle aux attaques contre les avantages acquis en 1968, et a favorisé sur certain maintien du niveau de vie.

A son second Congrès, en 1971, après sa victoire contre l'offensive réactionnaire de 1968 et 1969, la C.N.T. est parvenue à un niveau d'unité maximum, avec l'intégration de nouvelles organisations et la consolidation de son programme et de son option vers la lutte de classes confirmés dans les luttes très dures menées contre les plans réactionnaires.

Le coup d'État du 27 juin 1973, qui en a terminé avec ce qui restait de libertés en Uruguay, a été l'expression déformée des objectifs que l'oligarchie et le FMI s'étaient donnés, mais n'ont pu atteindre en 1968. Le coup d'État a voulu surtout détruire le vigoureux processus d'unité populaire qui ne cessait de progresser. Ce processus unitaire concernait les travailleurs, les étudiants, les universitaires, les petits et moyens industriels et commerçants, les agriculteurs, les citoyens et tous les mouvements d'idéologies diverses, athées et croyants, civils et militaires ; ce processus d'unité ouvrait le chemin vers la conquête d'une réelle souveraineté et d'une démocratie pour notre patrie.

Cette vague populaire croissante s'est concrétisée sur le plan politique par la formation du « Front Élargi ».

L'opération des « golpistes » pour détruire la C.N.T. fut un échec une fois encore.

Le 27 juin 1973, lorsque Bardaberry et un groupe de généraux de droite ont mis en place la dictature avec la participation directe de l'Ambassade nord-américaine, et pour transformer progressivement l'Uruguay en un État fasciste, les travailleurs se sont lancés héroïquement dans la grève générale. Ils tenaient ainsi leur engagement pris depuis des mois et des années, confirmé par le dernier Congrès de la C.N.T., de défendre la démocratie contre tout coup d'État.

La publication du premier décret de la dictature, déclenche la paralysie et l'occupation par les ouvriers de leurs lieux de travail, dans toutes les industries, services publics et privés, entreprises commerciales et industrielles de l'État, l'Administration centrale, aux transports, dans les ports, les banques et les commerces. Les étudiants, enseignants et fonctionnaires de l'Université occupent l'édifice principal, les facultés et les instituts. De même, dans les établissements d'enseignement secondaire, classes préparatoires et écoles techniques. Les paralysations et occupations se succèdent dans la presse, les spectacles, l'alimentation, les hôpitaux et cliniques, partout où l'on travaille, l'on étudie.

Par la décision et sous le contrôle des travailleurs, le ravitaillement et les services essentiels sont maintenus : eau, électricité, assistance médicale, chauffage pour les cliniques et hôpitaux, transports indispensables, etc...

La grève s'étend aux centres importants de la Province et dans certains cas, comme dans la ville de Paysandû, on assiste à des manifestations de plus de 10 000 personnes. La grève générale s'est accompagnée des formes de mobilisation et manifestations les plus diverses, avec une participation active des masses populaires. Elle a pris des formes spectaculaires et émouvantes, dans la tension créée par la répression violente, dans les affrontements survenant lorsque les militaires tentaient de faire évacuer les usines occupées : les ouvriers opposaient une résistance active lorsque l'intervention était violente, et ils utilisaient le dialogue direct la discussion politique lorsqu'il s'agissait de militaires en désaccord avec les ordres de leurs chefs. Au cours de ces journées, rien n'a pu affaiblir cette ferme combativité.

La grève générale a porté un coup à la dictature naissante, mais n'a pu l'empêcher de s'établir. Pour la renverser, il aurait fallu des conditions qui n'ont pu être réunies. Par conséquent, après 15 jours d'une résistance héroïque, on a considéré qu'il n'était plus possible d'user les forces et de laisser les rangs ouvriers affaiblis et démantelés.

Il fallait sauvegarder ces forces, et les préparer à de futures batailles, les nouvelles et dures batailles qui se préparaient.

La direction de la C.N.T., qui avait maintenu l'unité et la cohésion du mouvement, décida d'arrêter la grève. Celle-ci terminée, il fallait transformer chaque usine en un bastion syndical, et ceci après une grève très dure, avec la répression présente (sur chaque lieu de travail) orchestrée par l'appareil policier et militaire.

La classe ouvrière a bien fait de répondre au coup d'État par la grève générale. L'histoire nous dira de quelle manière cette action héroïque a donné à notre peuple de plus grandes possibilités pour se débarrasser de la dictature.

Aujourd'hui, après 4 ans d'interdiction, la C.N.T. est toujours l'épine dorsale de la résistance dans chaque usine, chaque bureau, chaque lieu de travail. Elle organise la mobilisation des autres secteurs populaires et participe pleinement au mouvement national de résistance contre la dictature.

Sur quoi se basent la force et la vigueur de la C.N.T. ?

Pourquoi a-t-elle vu grandir sans arrêt, depuis sa fondation, son influence, le nombre des organisations adhérentes et des travailleurs organisés ? Pourquoi n'a-t-on enregistré aucun départ ? Ni les décrets, ni les campagnes de division et de calomnie, ni l'aide financière et la présence dans le pays de l'AFL-CIO nord-américaine n'ont pu la détruire, pourquoi ?

La première raison : parce que la C.N.T. est l'œuvre authentique des travailleurs, construite dans les usines, les bureaux, les établissements d'éducation. Pour en venir à bout, il faudrait détruire la classe ouvrière.

La seconde raison : la C.N.T. a une orientation de classe anti-impérialiste et anti-fasciste, élaborée et confirmée dans la pratique. Elle situe les responsabilités des travailleurs dans la période actuelle et leur enseigne les principes de solidarité, de lutte de classes et d'internationalisme.

La troisième raison est que la C.N.T. exerce une authentique démocratie syndicale.

Des milliers de travailleurs discutent et élaborent l'orientation et les actions du mouvement syndical : ils élisent régulièrement leurs dirigeants.

En un mot, ils participent à la vie quotidienne du Comité d'Usine, du Syndicat, de la Fédération ou de la Centrale.

La quatrième raison est l'œuvre sociale réalisée par la C.N.T. En 10 ans, elle a fourni un apport considérable à la prévoyance sociale, à la législation du travail. Elle a défendu les sources de travail et le salaire ouvrier, elle a proposé un programme de solutions à la crise, elle a eu une action positive dans la défense de l'enseignement laïque au service du peuple, dans la défense de la santé, des temps de repos, de la retraite, des droits de la femme et de la jeunesse.

En somme, elle a combattu sans trêve pour une démocratie authentique avec une justice sociale, pour la paix et l'indépendance nationale.

Mais, depuis juin 1973, et l'installation de la dictature, tout a changé.

L'offensive de l'oligarchie contre les salaires et le niveau de vie a redoublé. La lutte s'est durcie et les réactionnaires sont parvenus à faire baisser les salaires à des niveaux très bas, malgré une héroïque résistance.

Le pouvoir d'achat est aujourd'hui inférieur de 50% par rapport à celui de 1968.

L'émigration ouvrière, qui a atteint plus de 600 000 personnes au cours de ces dernières années, n'a pas fait baisser les graves indices du chômage qui touche 12% de la population active, sans compter les jeunes qui n'ont pas encore trouvé un premier emploi.

L'inflation varie entre 40 et 107% par an.

Le Budget National qui accuse un déficit de 30% consacre 54% de sa totalité à l'appareil répressif. Les prêts internationaux des impérialistes hypothèquent le présent et le futur du pays, avec une dette extérieure de plus de 1 600 millions de dollars, dont les intérêts absorbent les devises venant de l'exportation de produits nationaux dévalués dans les marchés internationaux.

Sur le terrain de la législation et des conquêtes sociales, la dictature a prétendu dévaliser les fonds, supprimer les avantages acquis, les conquêtes des travailleurs. Elle est allée jusqu'à décréter l'option patronale sur les 56 heures de travail hebdomadaire, sans indemnisation spéciale, en attaquant la conquête des 48 heures. Elle a liquidé la caractéristique essentielle de tout régime de sécurité sociale : l'intervention des travailleurs dans son administration. Elle a dissous tous les organismes avec représentation des travailleurs et a créé dernièrement des soi-disant « tribunaux paritaires » d'où sont exclus (avec l'aide des services de sécurité) toutes personnes ayant des antécédents judiciaires ou qui auraient collaboré avec des organisations dissoutes par la dictature ; elle laisse entre les mains des militaires du Ministère du Travail le pouvoir de décision pour tout conflit du travail. Le but essentiel de ces tribunaux est de favoriser l'accroissement de la productivité au bénéfice exclusif des capitalistes.

Si la grève générale a été héroïque, la lutte menée par la C.N.T. et ses syndicats, au cours de ces quatre années, l'a été tout autant.

Il suffit de dire que pendant cette période il n'y a eu aucune trêve. Lorsque la dictature a voulu réorganiser le syndicalisme pour créer des syndicats soumis, la C.N.T. a déjoué la manœuvre, en ne s'abstenant pas, mais en remplissant de réinscriptions les registres ouverts par le gouvernement, l'obligeant ainsi à reculer.

Lorsque les discussions sur les salaires ont été supprimées, des pétitions avec des dizaines de milliers de signatures ont été adressées au Ministère du Travail et se sont transformées en revendications collectives.

Lors de représailles contre des dirigeants et des militants, les usines se sont arrêtées et ont obtenu bien des fois leur réintégration.

En 1973, 74 et 75, on a commémoré, le 1er mai dans les rues, par des manifestations combatives et malgré la répression, les gaz lacrymogènes et parfois les coups de feu.

En 1976, avec les villes en état de guerre, les manifestations, on a dû commémorer le 1er mai sous forme de centaines d'assemblées clandestines.

Des actes héroïques, comme le refus des militants incarcérés de sortir la nuit pour enlever les affiches collées sur les murs et qui ont dû subir pour cela de terribles tortures, montre la constance de la militance de la C.N.T.

Un chiffre, sur une seule année, donne une idée de la permanence de la lutte.

En 1974, on a compté 15 mobilisations générales centralisées ; sous la dictature, de telles mobilisations ont nécessité des dizaines et des centaines d'assemblées dans les usines, des mobilisations de quartier, et une information importante.

La C.N.T. a participé à d'autres formes d'action : en juin 1975, après deux années de dictature, a été organisée une « journée de protestation nationale » : ce jour-là, toute activité a été supprimée dans la rue, aucun achat de nourriture ou de journaux, aucune démarche dans les établissements publics, les cinémas déserts, etc... Cette action a eu un grand écho.

Une autre fois, on a décidé, à une heure déterminée, d'éteindre les lumières de toutes les maisons et boutiques. Un autre jour, une « opération bruit » a été organisée dans tous les quartiers à la même heure.

Ceci accompagné des revendications permanentes des travailleurs au niveau des usines et des centaines de réunions clandestines qui maintenaient le niveau organisateur du mouvement.

Cent pages ne suffiraient pas pour raconter cette bataille, coutume quotidienne, qui indispose et exaspère la dictature, car elle lui prouve le manque de stabilité de la base sur laquelle elle appuie son pouvoir.

La C.N.T. continue à lutter, malgré la terreur fasciste. Elle réorganise ses forces et soigne ses blessures ; au cours de ces dernières semaines, la lutte revendicative s'est ravivée. Les revendications économiques et sociales débouchent naturellement sur des protestations contre la dictature, et prennent un caractère politique. Le gouvernement s'alarme et constate qu'il n'a pas pu éliminer la C.N.T., qu'elle est toujours vivante et qu'elle lutte dans la clandestinité. Mais cette lutte a fait verser beaucoup de sang, a coûté beaucoup de prisonniers, de tortures et d'assassinats de dirigeants syndicaux. Sur les 6 000 prisonniers actuellement incarcérés, sur les dizaines de milliers de personnes qui sont passées par les prisons au cours de ces 4 années, on trouve un grand nombre de militants ouvriers.

Parmi les plus connus, Vladimir Turianski, vice-président de la C.N.T. et président du syndicat de l'Électricité ; Gerardo Cuesta et Rosario Pietrarroia, dirigeants et fondateurs du syndicat de la Métallurgie et de la C.N.T., le premier en est secrétaire général ; Luis Iguini Ferreira, secrétaire général de la Confédération des travailleurs et fonctionnaires de l'État ; Hugo Mendez et Léon Duarte, enlevés et torturés à Buenos Aires par ordre de la dictature uruguayenne ; les dirigeants des enseignants, comme Cayota et Vilaro ; la dirigeante du syndicat de l'Habillement, Elena Roandez et des employés du Commerce, Alcides Lanza ; les journalistes Ismael Waimberger et Carlos Nunez ; les ex-dirigeants syndicaux Jaime Perez et Hector Rodriguez.

Certains d'entre eux, comme Turianski, Ignini, Jaime Perez, Lanza et d'autres, ont souffert de tortures inénarrables qui ont fortement affaibli leur résistance physique et mentale et leurs propres vies.

La solidarité internationale, qui a contribué à sauver tant de vies de militants et à isoler la dictature sur le plan mondial, est considérée comme une contribution très importante pour les patriotes qui combattent sans trêve dans le pays. Cette solidarité ne sera jamais oubliée.

C'est ainsi...

qu'a travaillé, que travaille, que lutte la C.N.T.

— C'est pour cela qu'elle fait barrage aux oligarchies, aux fascistes et aux ennemis du peuple.

— C'est pour cela qu'elle est appréciée et respectée des hommes de bien de notre pays.

— C'est pour cela que les travailleurs qui l'ont construite par leur efforts, la défendent sans faiblir.

Implantée fermement dans le contexte national, la C.N.T. engage son effort, celui de la classe ouvrière POUR parvenir à l'unité du peuple uruguayen contra la dictature ; POUR son remplacement par un gouvernement provisoire patriotique et démocratique capable :

— de rétablir pleinement les libertés démocratiques, les droits du peuples ;

— de répondre aux besoins prioritaires de hausse immédiate des salaires, et

— de lutter contre le chômage ;

— de développer une politique étrangère indépendante et souveraine ;

— d'appliquer un programme minimum de salut national.

La tâche du prolétariat, avec la contribution du peuple et de tous les patriotes uruguayens et d'Amérique Latine sera de renverser, dans chaque pays, le fascisme menaçant, surtout dans le carré sud du continent. Le prolétariat devra aussi faire échec aux tentatives de transformer notre Amérique en un bastion de l'impérialisme et nos pays en serviteurs de cette politique dirigée contre la paix et la détente tant désirées par tous les peuples du monde.